

L'affaire Skripal : le mensonge de trop ?

par Michael Jabara Carley

L'historien canadien Michael Jabara Carley résume ici les différents arguments de l'affaire Skripal. Il montre que les autorités britanniques cachent probablement certains éléments et n'ont pas hésité plusieurs fois à mentir pour accuser la Fédération de Russie. Il établit alors un parallèle avec un vieux scandale anglais, étrangement identique à l'affaire actuelle.

RÉSEAU VOLTAIRE | MONTRÉAL (CANADA) | 23 AVRIL 2018

ENGLISH



Nous sommes le 4 mars 2018, un épais brouillard couvre le sud de l'Angleterre. Sergei Viktorovich Skripal, espion russe pour le compte du MI6 britannique, et sa fille Yulia font une virée à deux : direction Salisbury ; s'arrêtent dans un pub puis vont déjeuner au restaurant d'à côté. Ensuite, au terme d'une promenade dans un parc, ils s'assoient sur un banc où on les retrouvera plus tard, inertes. Que s'est-il passé ? Ont-ils été empoisonnés ? Ou bien Sergei Skripal était-il mêlé à une sombre affaire et l'objet d'un coup porté par des inconnus, sa fille victime accidentelle ?



La police reçoit ce jour-là un appel à 16 h 15 signalant deux personnes en détresse. Les secours se rendent immédiatement sur place. Les Skripal sont transportés d'urgence à l'hôpital ; la police locale ouvre une enquête. Cette affaire avait tout l'air d'une tentative de meurtre, mais la police a appelé à la réserve, arguant qu'il faudrait probablement plusieurs mois avant que l'on puisse déterminer ce qui s'est exactement passé et l'identité d'éventuels responsables.

L'aile conservatrice du gouvernement décida qu'il n'était pas utile d'attendre les conclusions de l'enquête. « Les Russes » avaient participé à l'époque à une tentative d'assassinat d'un ancien agent secret au service du MI6. Skripal est allé en prison pour cela mais a été relâché quatre ans après

lors d'un échange d'agents avec les États-Unis. Selon le Tory (parti conservateur), les Russes ont procédé à un règlement de compte. Moins de 24 heures après l'incident de Salisbury, le ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, a suggéré que le gouvernement russe était le principal suspect de ce qui avait tout l'air d'être une tentative d'assassinat de Serguei Skripal qui aurait échoué.



Le 12 mars, Johnson interpelle l'ambassadeur russe afin de l'informer qu'un agent neurotoxique (A-234) a été utilisé contre les Skripal. Il somme le gouvernement russe de lui révéler son modus operandi ou bien serait-ce ses réserves d'armes chimiques qui auraient été utilisées à son insu ? Le

ministre des Affaires étrangères britannique a donné à l'ambassadeur russe 24 heures pour apporter une réponse à cette question. En réalité, le gouvernement russe ne possède aucun stock d'armes chimiques ou de substances neurotoxiques, les ayant intégralement détruites depuis septembre 2017.

Plus tard dans la journée, le Premier ministre britannique, Theresa May, a déclaré à la Chambre des Communes que les Skripal, prétendument dans le coma à ce moment précis, auraient été empoisonnés par un agent neurotoxique d'usage militaire fabriqué par la Russie appelé « Novichok », un mot russe qui possède différentes traductions (débutant, néophyte, nouveau venu,...). May prétend que dans la mesure où l'on sait que l'Union soviétique a fabriqué cette arme chimique ou agent neurotoxique (connu sous le nom de A-234), il est fort probable que le gouvernement russe soit coupable du coup porté aux Skripal.

Voici ce qu'a dit la Premier ministre à la Chambre des Communes : « Soit c'est une acte directement perpétré par l'État russe à l'encontre de notre pays ; soit le gouvernement russe a perdu le contrôle de cet agent neurotoxique particulièrement dangereux qui aura pu tomber entre des

maines mal intentionnées. » Ces accusations britanniques hâtives ne sont pas sans rappeler celles proférées en 2014 affirmant la complicité du gouvernement russe ou son implication directe dans le crash du MH 17 de Malaysian airlines sur le territoire ukrainien. Dans les quelques heures suivant cette catastrophe, les États-Unis et leurs vassaux, dont la Grande-Bretagne, ont accusé la Russie d'en être responsable.



Le mode opératoire des Occidentaux est le même dans le cadre de l'affaire Skripal. Les Tories ont rapidement tiré des conclusions et décidé de lancer un ultimatum de 24 heures au gouvernement russe, l'intimant de prouver son innocence ou bien de reconnaître sa culpabilité. Comment le

fameux novichok est-il arrivé à Londres ; le président Poutine a-t-il autorisé cette attaque ; la Russie a-t-elle perdu la trace de ses stocks ? Le Premier ministre et son ministre des Affaires étrangères ont au final déclaré la Russie coupable des faits en question. Aucune enquête policière objective, non respect des procédures légales, pas de présomption d'innocence, aucune recherche de preuves ; comme dit la reine de cœur dans *Alice au pays des merveilles* : « d'abord la sentence, ensuite le verdict »

Le 13 mars, l'ambassade russe a informé le bureau des Affaires étrangères que la Fédération de Russie n'avait rien à voir avec l'incident de Salisbury. « Nous ne répondrons à aucun ultimatum » a répondu Moscou. L'éloquente porte-parole du ministre des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a comparé la démarche britannique à un « spectacle de cirque ». Dans les faits, le représentant du bureau des Affaires étrangères a dû informer Boris Johnson que la Russie ne répondrait pas à un tel ultimatum dans la mesure où celui-ci est une tentative délibérée des Britanniques de pousser les Russes à la faute.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré officiellement, qu' « aussitôt les premières rumeurs, alimentées par les

dirigeants britanniques, à propos de l'empoisonnement de Skripal, apparues ; nous avons immédiatement demandé la permission pour nos experts de pouvoir analyser cette substance toxique, en accord avec la convention sur l'interdiction des armes chimiques ». Après que l'ambassadeur britannique ait rendu visite au ministre des Affaires étrangères, le 13 mars, dans le but de s'enquérir de la réponse officielle russe à l'ultimatum, le ministre des Affaires étrangères a publié à Moscou un communiqué de presse : « ... l'incident [de Salisbury] ressemble à une nouvelle tentative peu orthodoxe, de la part des autorités britanniques, de discréditation de la Russie. Toute menace de mesures "punitives" à l'encontre de la Russie ne sera pas laissée sans réponse. Que les Britanniques se le tiennent pour dit. » Le gouvernement russe a en fait proposé que le prétendu empoisonnement des Skripal soit examiné par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à La Haye, dans le respect des procédures auxquelles la Grande-Bretagne, elle-même, a donné son accord lors de sa création en 1997.

Le 14 mars, le gouvernement britannique expulse 23 diplomates russes ; côté russe, quelques jours plus tard, on renvoie, de même, 23 diplomates britanniques et on ferme les bureaux du British Council implanté en Russie.

Dans le même temps, les Britanniques demandent à leurs alliés et à l'Union européenne, par solidarité, d'expulser leurs diplomates russes. 28 pays ont agi dans ce sens, même si pour la plupart cela s'est limité à une ou deux expulsions ; acte purement formel destiné à ne pas se fâcher avec les Britanniques. D'autres pays comme l'Autriche, la Bulgarie, la Grèce et le Portugal ont refusé de suivre le mouvement. Excessifs, les États-Unis ont remercié 60 diplomates et fermé le consulat russe à Seattle. Les Russes ont rendu la monnaie de la pièce en procédant à 60 expulsions et à la fermeture du consulat US à Saint-Petersbourg. Cette escalade semblait prendre le chemin d'un conflit généralisé. Le Premier ministre britannique a même fait allusion à la possibilité d'une action militaire.

Dans le même temps, le président Poutine est intervenu. « J'imagine que toute personne douée de raison aura réalisé que tout ceci est complètement absurde et n'a aucun sens. Comment qui que ce soit en Russie aurait-il pu se permettre de telles exactions à la veille de l'élection présidentielle et de la coupe du monde de football ? C'est impensable. » Dans toute enquête policière, les enquêteurs recherchent et vérifient d'un présumé coupable : sa capacité éventuelle à commettre le crime, ses mobiles et ses alibis. Si l'enquête est correctement menée doit-elle

conduire à désigner Moscou comme coupable ?

Cette cascade d'événements peut être comparée à un ballon : il gonfle jusqu'à finir par éclater. Cette affaire montée par les Britanniques en vue de nuire à la Russie a commencé à s'effondrer quasiment dès l'instant où elle a émergé. Fin mars, le quotidien russe *Kommersant* révélait une présentation powerpoint britannique envoyée à 80 ambassades à Moscou [1]. Ce dernier affirmait, entre autres, que le centre britannique de fabrication d'armes chimiques à Porton Down aurait positivement identifié la substance, supposée avoir empoisonné les Skripal, comme le Novichok « fabriqué en Russie ». Ces deux affirmations sont fausses. Le 3 avril, Porton Down affirmait publiquement ne pas pouvoir déterminer l'origine de la substance qui a empoisonné les Skripal. On a aussi découvert que la formule qui permet de concevoir le prétendu « Novichok » a été publiée dans un livre par un chimiste dissident russe, Vil Mirzayanov, qui vit à l'heure actuelle aux États-Unis. Il est possible d'acheter son livre (publié en 2008), dans lequel figure la formule permettant la fabrication de la substance, sur Amazon.com. En réalité, n'importe quel gouvernement ou chimiste compétent, voir même un simple étudiant disposant du matériel adéquat pourrait fabriquer ce neurotoxique. Parmi ces gouvernements qui ont

accès à la formule originale on retrouve le Royaume-Uni et les États-Unis. L'ambassade russe à Londres faisait remarquer dans une de ses publications que « ni la Russie, ni l'Union soviétique n'ont jamais fabriqué d'agent neurotoxique du nom de "novichok" ». Ce rapport dit plus loin que « Bien que les scientifiques soviétiques aient travaillé sur la création de nouvelles armes chimiques, le mot "novichok" a été introduit en Occident au milieu des années 90 pour désigner une nouvelle gamme d'agents chimiques développés là-bas sur la base d'informations fournies par des chercheurs russes expatriés. L'obsession des Britanniques à utiliser systématiquement le terme "novichok" est une tentative d'associer artificiellement cette substance à la Russie. »

La présentation powerpoint britannique ne se limitent pas à ces deux « erreurs ». Elle poursuit en faisant référence à l'« influence néfaste russe » incluant, entre autres, l'« invasion » de la Géorgie en 2008, la « déstabilisation » de l'Ukraine, le crash du MH17 en 2014 et l'exercice d'une influence négative sur les élections états-uniennes de 2016. Toutes ces affirmations ne sont que mensonges éhontés facilement déconstruits et réfutés. De plus, les événements cités n'ont aucun rapport avec l'incident de Salisbury et ont été évoqués dans l'unique but de « salir » la Fédération

de Russie. En réalité, le powerpoint britannique est l'expression d'une vulgaire propagande, bourrage de crâne, aussi grotesque que celles pratiquées du temps de la Guerre froide.



Comme l'a fait remarqué le ministre Lavrov, l'affaire Skripal aurait dû être résolue par l'OAIC à La Haye. La Russie aurait alors été directement impliquée dans l'enquête et aurait eu accès à la présumée toxine et aux autres « preuves » afin de pouvoir déterminer ce qui s'est réellement passé et les auteurs de ce méfait. Dans un premier temps, le gouvernement britannique a refusé de faire appel à l'OIAC, et quand elle y a finalement consenti, a refusé d'autoriser au gouvernement russe l'accès à la supposée

substance qui aurait empoisonné les Skripal. Cette idée est « perverse » selon les autorités britanniques. En réalité, pas du tout, elle correspond à la procédure qui figure dans les statuts de l'OAIC, auxquels avait adhéré la Grande-Bretagne mais qu'elle a refusé de respecter. Lorsque le représentant russe à l'OIAC a proposé une résolution au Conseil exécutif, lui intimant de faire respecter ses propres statuts, il n'a pas pu obtenir le vote suffisant pour approbation. Nous avons donc assisté à une tentative de la part des Britanniques, d'instrumentation de l'OAIC à l'encontre de la Fédération de Russie. Mais jusque-là, le stratagème n'aura pas fonctionné. Le 12 avril, l'OAIC a publié un rapport révélant qu'elle « confirmait les découvertes du Royaume Uni relatives à l'identité de la substance toxique utilisée à Salisbury... » Le rapport ne fait pas mention de l'origine de cette soit disant « substance toxique ». L'accusation britannique reste donc sans substance.

Ce que je n'ai pas compris lorsque j'ai lu le communiqué de l'OAIC, c'est comment les Skripal pouvaient-ils être encore en vie. L'OIAC nous dit que le produit toxique utilisé contre les Skripal était « d'une grande pureté ». Était-ce un neurotoxique ? Curieusement, le rapport publié par l'OAIC évite de répondre simplement à cette question. S'il s'agissait d'un agent

neurotoxique d'une grande pureté, il aurait dû agir instantanément et tuer les Skripal quasiment sur le coup. Cependant, les deux sont toujours en vie à l'heure actuelle. Il y a quelque chose qui cloche. Bien sûr, il pourrait y avoir une explication simple à ce mystère.

Le 14 avril, le ministre Lavrov, au cours d'un meeting à Moscou, a fourni la réponse. La substance utilisée lors de l'attentat contre les Skripal a été associée à une substance connue sous le nom de BZ qui crée des dommages mais ne tue pas et agit plus lentement qu'un agent neurotoxique foudroyant. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres pays de l'Otan ont travaillé sur l'élaboration de cette toxine et en ont fait usage ; ce qui n'est pas le cas de l'Union soviétique. On a retrouvé aussi des traces de A-234 mais, selon les experts, une telle concentration d'agent A-234 aurait dû entraîner la mort. De plus, selon l'ambassade de Russie à Londres, « considérant sa grande volatilité, la détection de cette substance dans sa forme pure et concentrée reste extrêmement suspecte dans la mesure où les échantillons ont été prélevés plusieurs semaines après l'empoisonnement. » Les autorités britanniques auraient-elles pu trafiquer les échantillons ? Le rapport officiel de l'OAIC ne donne aucun détail et ne parle que d'une « substance toxique ». Il ne parle pas non plus du fait que

L'OIAC a remis des échantillons de la substance à un laboratoire suisse de renom qui a rapidement publié ces surprenants résultats. Par conséquent, les représentants de l'OIAC ont menti lorsque ils ont affirmé que les tests « confirmaient » le diagnostic britannique de la « substance toxique ». À moins que... Porton Down savait que la substance utilisée contre les Skripal était une toxine de type BZ, et en a informé l'OIAC ou bien que le gouvernement conservateur a menti en déclarant publiquement qu'il s'agissait d'un agent neurotoxique de type "novichok". Cette tentative de détournement de l'OIAC par les Britanniques remet en cause son indépendance car le rapport officiel du 12 avril est mensonger. De plus, dans la mesure où la toxine BZ est fabriquée aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays de l'Otan, on ne peut s'empêcher de se poser ces mêmes questions — auxquelles Moscou a été sommé de répondre par les conservateurs anglais — : comment les auteurs de l'attentat ont-ils pu se procurer cette toxine BZ et l'acheminer jusqu'à Salisbury ; est-ce que le MI5 ou le MI6 (service secret britannique) a autorisé un attentat sous faux drapeaux contre les Skripal ; ou bien, ont-ils reçu l'aval de l'exécutif britannique ou de la Premier ministre en personne ? Sinon, les autorités britanniques auraient-elles perdu trace de leur

réerves ? Le faisceau de preuves ne nous conduit pas à Moscou, mais bien à Londres.

À première vue, il semble que le gouvernement britannique mente à propos de cette affaire. Sont victimes de suspicion ceux qui agissent sournoisement, ceux qui se cachent derrière des tournures de phrases alambiquées et utilisent la rhétorique comme un écran de fumée. Les autorités britanniques prétendent aujourd'hui posséder une autre preuve secret-Défense, qui expliquerait tout, mais qui ne peut malheureusement être révélée. Néanmoins, le gouvernement britannique en a manifestement conter mot à la presse : le *Times* a publié une histoire, à propos d'un laboratoire secret russe fabriquant des agents neurotoxiques, qui s'est répandu comme une traînée de poudre dans tous les médias dominants. Le *Daily Mirror* publie un article parlant d'un manuel d'entraînement secret pour assassin. Ces histoires sont grotesques. Les conservateurs britanniques sont-ils désespérés à ce point ? Le citoyen britannique serait-il si crédule ?

45

Executive Committee,
Third
Communist International.

Presidium.

Sept. 15th, 1924. To the Central Committee,
Moscow. British Communist Party.

Dear Comrades,

The time is approaching for the Parliament of England to consider the Treaty concluded between the Governments of Great Britain and the S.S.S.R. for the purpose of ratification. The fierce campaign raised by the British bourgeoisie around the question shows that the majority of the same, together with reactionary circles, are against the Treaty for the purpose of breaking off an agreement consolidating the ties between the proletariats of the two countries leading to the restoration of normal relations between England and the S.S.S.R.

The proletariat of Great Britain, which pronounced its weighty word when danger threatened of a break-off of the past negotiations, and compelled the Government of MacDonald to conclude the Treaty, must show the greatest possible energy in the further struggle for ratification and against the endeavours of British

Le manuel secret pour assassin me rappelle la lettre de Zinoviev de 1924, un document contrefait fabriqué par des anti-communistes russes exilés en Allemagne, prétendant démontrer l'influence soviétique sur les élections britanniques et annonçant une révolution socialiste : c'est l'avènement des *fakes news*. En octobre 1924, en pleines élections parlementaires, les conservateurs ont utilisé cette lettre dans le but de porter atteinte à la crédibilité du Parti travailliste. Cela ne faisant qu'intensifier la « peur des rouges » et agissant comme un véritable envoûtement : les conservateurs se sont retrouvés majoritaires au gouvernement. Les autorités soviétiques ont affirmé que la lettre était un faux et on demandé un arbitrage, une

enquête indépendante, afin d'établir la vérité, à l'image de ce que vient de faire le gouvernement russe. En 1924, les Tories ont refusé, ce que l'on peut comprendre dans la mesure où ils avaient de nombreuses choses à cacher. Il aura fallu 75 ans pour que ce document soit finalement reconnu comme factice.

Les conservateurs agissent de nouveau comme s'ils avaient quelque chose à cacher. C'est du déjà vu. Faudra-t-il à nouveau 75 ans pour établir la vérité ? Y a-t-il des citoyens britanniques honnêtes parmi les policiers, les juges, les fonctionnaires prêts à révéler la vérité ?



Il existe un autre élément qui suggère que la version britannique des faits relatifs à l'incident de Salisbury ne tient pas debout. La police municipale londonienne a fait en sorte d'empêcher tout contact visuel avec les Skripal. Ils ont emmené une Yulia Skripal rassérénée dans un lieu inconnu. Ils n'ont pas permis aux autorités consulaires russes de pouvoir approcher d'un de leurs citoyens, violant ainsi les accords consulaires. Existe-t-il encore un seul chapitre de la loi internationale que les Britanniques respectent encore ? Les autorités britanniques ont aussi empêché la famille de Yulia Skripal en Russie de l'approcher : elles n'ont pas accordé de visa à sa cousine Viktoria qui voulait venir la voir. Les barbouzes britanniques mettent-ils la pression sur Yulia, lui intimant de coller à leur version des faits ? A-t-elle subi un lavage de cerveau un peu comme dans : *Un crime dans la tête* ? L'ont-ils incité à trahir son pays en échange d'une compensation : une nouvelle vie aux États-Unis, une maison, une BMW ou de l'argent ? S'appuient-ils sur sa loyauté envers son père ? Cela semble être le cas si l'on se fie à la déposition de Yulia à la police municipale de Londres. Ou bien, est-ce le message, sonnait très british et officiel, qui serait tout simplement un faux ? C'est ce que pense l'ambassade de Russie à Londres. Ce qui est certain c'est que les autorités britanniques agissent comme si elles avaient

quelque chose à cacher. Il y a même, entre autres, des politiciens allemands qui ont critiqué l'accusation hâtive de la Russie par les Britanniques. On tente maintenant de calmer le jeu. Après examen de tous ces éléments, une personne sensée peut-elle croire un seul mot prononcé par un conservateur à propos de cette affaire ?

« Ce sont des menteurs ; et ils le savent ! » a écrit le défunt écrivain égyptien et lauréat du prix Nobel Naguib Mahfouz : « Ils savent que nous savons qu'ils mentent ce qui ne les empêche pas de continuer à mentir... » Mahfouz n'écrivait pas à propos des Britanniques mais il aurait pu. Cet extrait célèbre ne sied-il pas parfaitement à l'actuel gouvernement britannique ?

Les conservateurs s'accrochent obstinément à leur version des faits. Les conséquences seraient lourdes s'il s'avérait qu'ils ont délibérément menti à des fins politiques mettant ainsi en péril la sécurité et la paix en Europe et par voie de conséquence, dans le monde. L'actuel gouvernement serait forcé de démissionner et de nouvelles élections seraient instituées. Dès lors, l'électorat britannique pourrait décider s'il souhaite encore être gouverné par des conservateurs malhonnêtes et dangereux, susceptibles

de plonger le pays dans une guerre contre la Fédération de Russie.

Michael Jabara Carley

Traduction
Jean-Marc Chicot

Source
[Strategic Culture Foundation \(Russie\)](#)

[1] [""Russia Agression " Features listed by the British Ministry of Foreign Affairs"](#), *Voltaire Network*, 3 April 2018.

Source : « L'affaire Skripal : le mensonge de trop ? », par Michael Jabara Carley, Traduction Jean-Marc Chicot, Strategic Culture Foundation (Russie), *Réseau Voltaire*, 23 avril 2018, www.voltairenet.org/article200880.html